

incapables de faire face à leurs obligations, 47 pays débiteurs négociaient avec les banques et les créanciers gouvernementaux un rééchelonnement de leur dette.

La décision prise par le Mexique en août 1982 provoqua stupeur et consternation, et déclencha presque instantanément un gel des prêts bancaires aux pays d'Amérique latine et à de nombreux pays d'Europe de l'Est. Les prêts aux pays débiteurs représentaient une proportion dangereusement élevée du portefeuille de nombreuses banques privées et la part de ces montants en regard de leur actif total était alarmante.

## **Les pays en voie de développement à faible revenu**

Avant la crise de 1982, les pays à faible revenu avaient connu des pressions extérieures semblables à celles des débiteurs à revenu intermédiaire: les deux flambées des prix des produits de base dans les années soixante-dix, les deux chocs pétroliers qui ont fait monter en flèche le prix de ce produit, l'essoufflement des économies des pays industrialisés, l'inflation galopante et, enfin, la grave récession généralisée de 1981 et de 1982.

Devant la hausse du prix de l'énergie importée après 1973, ces pays ont cherché de nouvelles sources de financement pour maintenir leur rythme de croissance. L'aide publique au développement (APD), l'une de leurs sources traditionnelles, n'arrivait plus à répondre à leurs besoins. Selon une étude du Commonwealth, les rentrées de capitaux dont ces pays avaient bénéficié dans le cadre de l'APD avaient augmenté de 54 p. 100 entre 1975 et 1982, mais leur valeur réelle avait, en fait, diminué. Sans leur recherche de fonds autres que ceux de l'APD et des institutions multinationales ou d'organismes privés de mise en valeur des richesses naturelles, les pays à faible revenu se sont de plus en plus tournés vers les crédits à l'exportation et vers les banques commerciales désireuses de recycler les excédents de l'OPEP. Tout comme les emprunteurs à revenu moyen, ils étaient séduits par des prêts bancaires offerts à des taux d'intérêt réels négatifs. Entre 1972 et 1982 donc, et même si cela ne représentait pas des sommes considérables en chiffres absolus, les pays à faible revenu, dont ceux de l'Afrique subsaharienne, ont résolument opté pour les marchés de capitaux et l'endettement aux conditions du marché. Selon une étude de la Banque mondiale, les emprunts contractés par les pays de l'Afrique subsaharienne sur les marchés financiers privés ont décuplé entre 1972 et 1979, augmentant à un rythme annuel de 40 p. 100, passant de 1 à 10 milliards de dollars. En 1982, ces emprunts avaient atteint 36 p. 100 du total de leurs emprunts, soit 18 milliards de dollars.

Bien que leur portefeuille de prêts fut composé différemment, comportant moins de prêts bancaires, les pays à faible revenu ont été touchés tout aussi durement que les grands emprunteurs par le deuxième choc pétrolier et la récession subséquente. Car même si une partie relativement plus importante de leur dette était constituée de prêts accordés au titre de l'APD ou par des institutions multilatérales à des taux d'intérêt fixes et avantageusement bas, il leur était particulièrement difficile de rembourser cette dette, ainsi que leurs dettes bancaires contractées sur les marchés financiers privés, par leurs seules exportations, constituées essentiellement de produits de base. Leurs exportations diminuaient, en effet, tant en volume qu'en valeur en raison de la récession mondiale. Mais, facteur plus grave encore, une étude de la Banque mondiale